



Il est temps que les riches paient !

Après trois semaines de mouvement social dit des « gilets jaunes » le président Macron a fini par s'exprimer. A en croire certains journalistes il aurait opéré « un virage social ».

Quand on y regarde plus près, les mesures annoncées ressemblent plus à une **vaste opération d'enfumage** qu'à une réponse aux besoins exprimés. Macron avait clairement annoncé dès la départ que ces mesures ne coûteraient rien aux employeurs : il a tenu promesse !

Pour ne reprendre ici que l'annonce emblématique d'une augmentation de 100 euros du SMIC, **il ne s'agit aucunement d'une augmentation du taux horaire du SMIC**. Par un tour de passe-passe Macron ne fait qu'ajouter l'augmentation due à la revalorisation obligatoire chaque année et le montant de la prime d'activité financée sur les impôts.

S'agissant de la prime exceptionnelle de fin d'année que Macron a gentiment aux entreprises « qui le peuvent », le président MEDEF a tout de suite déclaré qu'il ne fallait pas compter dessus. Tout est à l'avenant... Seule la suppression de la hausse de la CSG pour les petites retraites, a constitué un petit recul.

Revenons donc à l'essentiel, pourquoi est-il difficile, y compris pour ceux qui travaillent, de finir le mois ? Parce que **les salaires sont trop bas**. Une part de plus en plus grande de la richesse produite par les travailleurs est captée par le capital.

Le problème n'est pas en tant que tel le niveau des impôts ou des cotisations, mais le fait que les riches en paient peu ou pas en particulier grâce à l'optimisation ou l'évasion fiscale. La politique de classe du gouvernement n'a fait qu'accentuer cette tendance : suppression de l'ISF, suppression de l'exit tax, flat tax qui plafonne l'impôt sur les revenus du capital, maintien du CICE, etc.

Rien, absolument rien dans les mesures annoncées par Macron ne vient régler ce problème de fond.

Il faut que les riches rendent l'argent qu'ils volent aux travailleurs !

Aussi les réponses apportées à l'insuffisance des salaires réels par rapport au coût de la vie, sont des réponses qui ne remettent aucunement en cause la politique du gouvernement et qui coûteront cher aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités.

L'amélioration immédiate du pouvoir d'achat, telle que la propose Macron, **sera payée par les salariés eux-mêmes**, soit par les impôts, soit par la perte du salarié socialisé inhérent à la baisse des cotisations sociales.

Ne l'oublions pas! Les cotisations sociales, ce sont les soins médicaux, les allocations familiales, les prestations chômage, les retraites... Les cotisations sociales sont la part de nos salaires consacrée à la solidarité, nous permettant de sécuriser collectivement nos conditions d'existence.

La politique du gouvernement, qui ne se démarque des précédentes que par la radicalité de la casse sociale, n'est qu'une arrogante politique de classe qui détruit nos conquêtes sociales pour servir les intérêts des plus riches.

Au mépris des riches et des puissants, à leur violence sociale et policière, il est nécessaire d'opposer une résistance sans faille, en construisant le rapport de force nécessaire à notre victoire à tous, salariés, chômeurs, fonctionnaires.

C'est pourquoi nous appelons à la grève le 14 décembre sur les revendications suivantes:

Dans l'immédiat :

- augmentation du SMIC et de tous les salaires ;
- indexations des salaires sur les prix ;
- augmentation du point d'indice ;
- abrogation de la CSG, CRDS et de la TVA, et leur compensation par le retour au salaire socialisé et l'augmentation des cotisations patronales ;
- déplafonnement des cotisations sociales pour les plus hauts salaires ;
- augmentation des effectifs des services chargés de lutter contre la fraude sociale et fiscale ;
- maintien du système de retraite par répartition et retour de la retraite à 60 ans à taux plein ;
- réouverture des services publics de proximité et l'arrêt des suppressions de postes dans les services publics, le remplacement de tous les départs à la retraite par l'embauche sous statut ;
- blocage des loyers d'habitation.

A moyen terme :

- salaire horaire identique pour toutes et tous, public comme privé ;
- retour à une gestion du système de sécurité sociale par les travailleurs eux-mêmes, sans patron et sans État. Financement exclusif par les cotisations sociales et non pas par les impôts destinés à compenser les exonérations offertes aux entreprises ;
- abolition de l'héritage au-dessus d'un certain montant (on ne devient pas riche en travaillant mais en héritant ou en faisant travailler les autres).



Fédération

Trabail, **E**mploi et

Formation **P**rofessionnelle

